

F. 1999 — 3805

[S — C — 99/29674]

**20 OCTOBRE 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993;

Vu le décret du 1er décembre 1997 portant création du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française, notamment les articles 6 et 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu le protocole n°216 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 5 mai 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 février 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 2 avril 1999;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 4 août 1999;

Sur la proposition du Ministre du Budget, de la Culture et des Sports et du Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale;

Vu la délibération du Gouvernement du 14 octobre 1999,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté est applicable aux agents du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française, ci-après dénommé le Service.

**CHAPITRE Ier. — Dispositions générales**

**Art. 2.** Sous réserve des modalités fixées par le présent arrêté, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents statutaires des Services du Gouvernement de la Communauté française, sont applicables aux agents du Service visés à l'article 8, 1<sup>er</sup> et 3<sup>er</sup>, du décret du 1er décembre 1997 portant création du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française;

Les dispositions qui modifient, complètent ou remplacent les dispositions des arrêtés repris à l'alinéa précédent sont applicables de plein droit aux agents visés à l'article 1<sup>er</sup>, sauf si elles affectent les dispositions qui ont fait l'objet des mesures d'adaptation prévues au présent arrêté.

Pour l'application aux agents des règles visées au présent article, il y a lieu de substituer aux mots « agents des Services du Gouvernement » les mots « agents du Service ».

**Art. 3.** Les fonctions dévolues par le décret du 1er décembre 1997 portant création du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française ou par les arrêtés pris en exécution de celui-ci, au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire dirigeant adjoint visés à l'article 6 de ce décret, sont exercées respectivement par l'agent titulaire du grade de fonctionnaire dirigeant ou fonctionnaire dirigeante ou du grade de fonctionnaire dirigeant adjoint ou fonctionnaire dirigeante adjointe.

**CHAPITRE II. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement**

**Art. 4.** L'article 1<sup>er</sup> doit se lire comme suit :

« Article 1<sup>er</sup>. La qualité d'agent du Service est reconnue à tout membre du personnel qui y est occupé à titre définitif ».

**Art. 5.** A l'article 2, le paragraphe 1<sup>er</sup> doit se lire comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Chaque agent est nommé à un grade, conformément au tableau figurant en annexe 1 au présent arrêté, qui le situe dans un rang et dans une catégorie et qui l'habilité à occuper un des emplois prévus au cadre du Service et qui correspond à ce grade ».

Dans le même article, le paragraphe 2, 1<sup>er</sup>, doit se lire comme suit :

« au niveau 1 : quatre rangs désignés par les numéros 10 à 12 et 15 ».

**Art. 6.** L'article 6 doit se lire comme suit :

« Article 6. La catégorie des fonctionnaires généraux est constituée des agents titulaires d'un grade de rang 15 ».

**Art. 7.** Les articles 7 à 10 ne sont pas applicables.

**Art. 8.** L'article 11 doit se lire comme suit :

« Article 11. Il existe, au sein du Service, un Conseil de direction des agents titulaires des grades classés aux rangs 15 et 12. Il est présidé par le fonctionnaire dirigeant. Le fonctionnaire dirigeant adjoint le remplace en cas d'absence ou d'empêchement. Toute décision individuelle prise à l'égard d'un membre du personnel par le Conseil de direction a lieu au scrutin secret. »

**Art. 9.** L'article 12 n'est pas applicable.

**Art. 10.** L'article 17 n'est pas applicable.

**Art. 11.** A l'article 19, l'alinéa 2 du paragraphe 1<sup>er</sup> doit se lire comme suit :

« Ils sont appelés en service en qualité de stagiaires, avec jouissance de tous leurs droits administratifs et pécuniaires, au plus tard le premier jour du troisième mois suivant celui au cours duquel le Secrétaire permanent au recrutement a mis les intéressés à la disposition du Service. »

Dans le même article, le paragraphe 2 doit se lire comme suit :

« *Le stagiaire relève, pendant la durée de son stage, du fonctionnaire dirigeant. Il effectue son stage conformément à l'article 24.* »

**Art. 12.** L'article 23 doit se lire comme suit :

« Article 23. § 1<sup>er</sup>. Le stage des candidats aux niveaux 1 et 2+ est accompli sous la maîtrise d'un Collège de stage composé :  
— du fonctionnaire dirigeant,  
— du fonctionnaire dirigeant adjoint,  
— du supérieur hiérarchique immédiat de rang 12 au moins sous l'autorité duquel est placé le stagiaire.

§ 2. Le stage des candidats aux autres niveaux est accompli sous la maîtrise conjointe d'un maître de stage et du supérieur hiérarchique immédiat.

§ 3. Un maître de stage est désigné par le ministre ayant les Finances dans ses attributions, parmi les agents du Service, titulaires d'un grade de rang 12 au moins et ayant suivi un programme de formation dont le contenu est arrêté par le fonctionnaire général dirigeant le Service général de la Fonction publique des Services du Gouvernement. »

**Art. 13.** L'article 28 doit se lire comme suit :

« Article 28. Dans le cas visé à l'article 26, 1<sup>er</sup>, le stagiaire est nommé par l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination en qualité d'agent, au grade auquel il s'est porté candidat. Il est affecté à un emploi de son grade et de sa catégorie inscrit au cadre du Service ». »

**Art. 14.** A l'article 29, l'alinéa 2, doit se lire comme suit :

« Si l'admission au stage est retardée parce qu'une enquête s'impose pour apprécier si la conduite du stagiaire est irréprochable, et si le stagiaire est dépassé au Service par un ou plusieurs lauréats du même concours classés après lui, il prend toutefois rang à la date à laquelle ce lauréat ou le mieux classé de ces lauréats a commencé son stage. »

**Art. 15.** Les articles 46, 47 et 48 ne sont pas applicables.

**Art. 16.** L'article 49 doit se lire comme suit :

« Les agents qui sont titulaires d'un grade du rang 12 depuis un an au moins et qui comptent dix ans d'ancienneté dans le niveau 1, peuvent être promus par le Gouvernement au grade de fonctionnaire dirigeant ou de fonctionnaire dirigeant adjoint. »

**Art. 17.** Les articles 50 à 53 ne sont pas applicables.

**Art. 18.** A l'article 69, l'alinéa 1er doit se lire comme suit :

« Par mutation, il faut entendre le changement d'affectation d'un agent vers un emploi du même grade et de la même catégorie que le sien au sein du cadre du Service ». »

**Art. 19.** L'article 71 doit se lire comme suit :

« Article 71. Il est publié un organigramme du Service reprenant sa structure, avec indication des responsables.

Il est procédé à une nouvelle publication à chaque modification de la structure du Service ». »

**Art. 20.** L'article 72 n'est pas applicable.

**Art. 21.** L'article 94 n'est pas applicable.

**Art. 22.** L'article 95 doit se lire comme suit :

« Article 95. Pour l'application de l'article 91 au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire dirigeant adjoint, l'échelle de traitement du grade directement inférieur est l'échelle 120/1 visée au point 5. Echelles de promotions de la rubrique "Echelles du niveau 1 reprises à l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française". »

**Art. 23.** L'article 96 doit se lire comme suit :

« Article 96. Le ministre ayant les Finances dans ses attributions et le ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions exercent conjointement le rôle dévolu aux supérieurs hiérarchiques par les articles 87, 88 et 90 à l'égard du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint.

Toutefois, lorsqu'un même ministre exerce les compétences en matière de finances et de fonction publique, le Gouvernement désigne un autre de ses membres pour exercer conjointement le rôle dévolu aux supérieurs hiérarchiques visés à l'alinéa précédent ». »

**Art. 24.** L'article 97 n'est pas applicable.

**Art. 25.** L'article 98 doit se lire comme suit :

« Article 98. L'évaluation du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint est réalisée conformément aux dispositions de l'article 96. Toutefois, le droit de recours s'exerce directement devant le Gouvernement qui prend la décision finale ». »

**Art. 26.** La Chambre de recours des Services du Gouvernement est compétente pour les agents du Service.

**Art. 27.** La Chambre de recours compétente pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement est compétente pour le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint.

**Art. 28.** Le titre XIII n'est pas applicable.

**Art. 29.** Les articles 121 à 134 ne sont pas applicables.

**Art. 30.** A l'annexe I, les modifications suivantes sont apportées :

Le littéra "A. Fonctionnaires généraux ou fonctionnaires générales" est remplacé par le littéra suivant :

« A. Fonctionnaires généraux ou fonctionnaires générales

Rangs

15 Fonctionnaire dirigeant ou Fonctionnaire dirigeante

15 Fonctionnaire dirigeant adjoint ou Fonctionnaire dirigeante adjointe ». »

**CHAPITRE III. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pecuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française**

**Art. 31.** Au tableau repris à l'article 30, les mentions "Secrétaire général 170/1", "Administrateur général 161/1", "Directeur général 160/1" et "Directeur général adjoint 150/1" sont remplacées par les mentions "Fonctionnaire dirigeant 150/1" et "Fonctionnaire dirigeant adjoint 150/1".

**Art. 32.** Les articles 31 et 31bis ne sont pas applicables.

**CHAPITRE IV. — Autres modalités d'application**

**Art. 33.** A l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes, il y a lieu de lire "au Service" au lieu de "à la trésorerie concernée".

**CHAPITRE V. — Dispositions finales**

**Art. 34.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 35.** Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports et le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 octobre 1999.

Par le Gouvernement de la communauté française :

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
Y. YLIEFF

**VERTALING**

N. 1999 — 3805

[C — 99/29674]

**20 OKTOBER 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 1 december 1997 houdende oprichting van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 6 en 7;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol nr. 216 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 5 mei 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 februari 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 april 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 2 april 1999;

Gelet op het advies van de Raad van State van 4 augustus 1999;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Cultuur en Sport en van de Minister van Jeugd, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 14 oktober 1999,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de ambtenaren van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap, hierna "de Dienst" genoemd.

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Art. 2.** Onder voorbehoud van de nadere regels bepaald bij dit besluit, zijn het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap van toepassing op de ambtenaren van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap bedoeld bij artikel 8, 1<sup>er</sup> en 3<sup>de</sup>, van het decreet van 1 december 1997 houdende oprichting van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap.

De bepalingen die de bepalingen van de besluiten opgenomen in het vorig lid wijzigen, aanvullen of vervangen, zijn van rechtswege van toepassing op de ambtenaren bedoeld bij artikel 1, uitgezonderd wanneer ze betrekking hebben op bepalingen die door bepalingen opgenomen in dit besluit aangepast worden.

Voor de toepassing op de ambtenaren van regels bedoeld bij dit besluit, dienen de woorden « ambtenaren van de diensten van de Regering » vervangen te worden door de woorden « ambtenaren van de Dienst ».

**Art. 3.** De ambten toegewezen bij het decreet van 1 december 1997 houdende oprichting van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap of bij de besluiten ter uitvoering ervan aan de leidend ambtenaar en aan de adjunct-leidend ambtenaar bedoeld bij artikel 6 van dat decreet worden respectief uitgeoefend door de ambtenaar die titularis is van de graad van leidend ambtenaar of van de graad van adjunct-leidend ambtenaar.

HOOFDSTUK II. — *Nadere regels voor de toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

**Art. 4.** Artikel 1 dient als volgt gelezen te worden :

« Ambtenaar van de Dienst is ieder personeelslid dat er, in vast dienstverband, tewergeteld is ».

**Art. 5.** Bij artikel 2, dient paragraaf 1 als volgt gelezen te worden :

« § 1. Iedere ambtenaar wordt benoemd in een graad, overeenkomstig de tabel als bijlage 1 bij dit besluit, die hem in een rang en in een categorie situeert en die hem machtigt tot het bekleden van een van de betrekkingen die bepaald zijn in de personeelsformatie van de Dienst en die overeenstemt met deze graad. ».

In hetzelfde artikel dient paragraaf 2, 1°, als volgt gelezen te worden :

« in niveau 1 : vier rangen aangeduid met de nummers 10 tot 12 en 15 ».

**Art. 6.** Artikel 6 dient als volgt gelezen te worden :

« Artikel 6. De categorie van de ambtenaren-generaal bestaat uit ambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 15. ».

**Art. 7.** De artikelen 7 tot 10 zijn niet van toepassing.

**Art. 8.** Artikel 11 dient als volgt gelezen te worden :

« Artikel 11. Binnen de Dienst is er ten minste een Directieraad met de ambtenaren die titularis zijn van graden gerangschikt in de rangen 15 en 12.

Hij wordt voorgezeten door de leidend ambtenaar. De adjunct-leidend ambtenaar vervangt hem bij afwezigheid of verhindering.

Elke individuele beslissing die door de Directieraad wordt genomen ten opzichte van een personeelslid gebeurt bij geheime stemming. »

**Art. 9.** Artikel 12 is niet van toepassing.

**Art. 10.** Artikel 17 is niet van toepassing.

**Art. 11.** In artikel 19, paragraaf 1, dient lid 2 als volgt gelezen te worden :

« Zij worden in dienst geroepen als stagiair, met het genot van al hun administratieve en geldelijke rechten, uiterlijk de eerste dag van de derde maand die volgt op die waarin de Vaste Wervingssecretaris de geslaagden ter beschikking van de Dienst heeft gesteld. ».

In hetzelfde artikel, dient paragraaf 2 als volgt gelezen te worden :

Tijdens zijn stage ressorteert de stagiair onder de leidend ambtenaar. Hij volbrengt zijn stage overeenkomstig artikel 24. » .

**Art. 12.** Artikel 23 dient als volgt gelezen te worden :

« Artikel 23. § 1. De stage van de kandidaten voor de niveaus 1 en 2+ wordt volbracht onder het meesterschap van een Stagecollege, bestaande uit :

- de leidend ambtenaar,
- de adjunct-leidend ambtenaar,
- de onmiddellijke hiërarchische meerdere van ten minste rang 12 onder wiens gezag de stagiair gesteld is.

§ 2. De stage van de kandidaten voor de andere niveaus wordt volbracht onder het gezamenlijk meesterschap van een stagemeester en de onmiddellijke hiërarchische meerdere.

§ 3. Er wordt een stagemeester aangewezen door de minister tot wiens bevoegdheid de financiën behoren, onder de ambtenaren van de Dienst, die titularis zijn van een graad van minstens rang 12 en die een vormingsprogramma hebben gevolgd waarvan de inhoud wordt bepaald door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Dienst voor Ambtenarenzaken van de Diensten van de Regering. ».

**Art. 13.** Artikel 28 dient als volgt gelezen te worden :

« In het in artikel 26, 1° bedoelde geval wordt de stagiair door de tot benoemen bevoegde overheid tot ambtenaar benoemd in degraad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld. Hij wordt aangewezen voor een betrekking van zijn graad en van zijn categorie die in de personeelsformatie van de Dienst bestaat. ».

**Art. 14.** In artikel 29, dient lid 2 als volgt gelezen te worden :

« Indien de toelating tot de stage wordt vertraagd omdat een onderzoek geboden is om uit te maken of de stagiair van onberispelijk gedrag is en de stagiair in de Dienst door één of meer na hem gerangschikte geslaagden van hetzelfde vergelijkend examen voorbijgegaan is, dan neemt hij echter rang in op de datum waarop die geslaagde of de best gerangschikte van die geslaagden zijn stage heeft aangevat. ».

**Art. 15.** De artikelen 46, 47 en 48 zijn niet van toepassing.

**Art. 16.** Artikel 49 dient als volgt gelezen te worden :

« De ambtenaren die sedert ten minste een jaar met een graad van rang 12 gekleed zijn en die tien jaar anciënniteit in niveau 1 tellen, kunnen door de Regering bevorderd worden tot de graad van leidend ambtenaar of adjunct-leidend ambtenaar. ».

**Art. 17.** De artikelen 50 tot 53 zijn niet van toepassing.

**Art. 18.** In artikel 69 dient lid 1 als volgt gelezen te worden :

« Onder overplaatsing dient verstaan de wijziging in de dienstaanwijzing van een ambtenaar voor een betrekking van dezelfde graad en dezelfde categorie als de zijne in de personeelsformatie van de Dienst. »

**Art. 19.** Artikel 71 dient als volgt gelezen te worden :

« Artikel 71. Er wordt een organogram van de Dienst bekendgemaakt waarin de structuur van de Dienst opgenomen is, met vermelding van de verantwoordelijken.

Bij elke wijziging van de structuur van de Dienst wordt een nieuw organogram bekendgemaakt. ».

**Art. 20.** Artikel 72 is niet van toepassing.

**Art. 21.** Artikel 94 is niet van toepassing.

**Art. 22.** Artikel 95 dient als volgt gelezen te worden :

« Artikel 95. Voor de toepassing van artikel 91 op de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar, is de weddeschaal van de onmiddellijk lagere graad de weddeschaal 120/1 bedoeld bij punt 5. Weddeschalen voor de bevordering van de rubriek « Weddeschalen van niveau 1 opgenomen in de bijlage 1 bij het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. ».

**Art. 23.** Artikel 96 dient als volgt gelezen te worden :

« Artikel 96. De minister tot wiens bevoegdheid de financiën behoren en de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, oefenen gezamenlijk de rol uit die toegewezen is aan de hiërarchische meerderen door de artikelen 87, 88 en 90 ten opzichte van de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar.

Niettemin, wanneer de bevoegdheden inzake financiën en ambtenarenzaken door eenzelfde minister uitgeoefend worden, wijst de Regering een ander lid onder zijn leden aan om gezamenlijk de rol die toegewezen is aan de hiërarchische meerderen bedoeld bij het vorig lid uit te oefenen. ».

**Art. 24.** Artikel 97 is niet van toepassing.

**Art. 25.** Artikel 98 dient als volgt gelezen te worden :

« Artikel 98 – De evaluatie van de leidend ambtenaar en van de adjunct-leidend ambtenaar geschiedt overeenkomstig de bepalingen van artikel 96. Het recht op beroep wordt evenwel rechtstreeks bij de Regering uitgeoefend die de eindbeslissing neemt. »

**Art. 26.** De Raad van beroep van de Diensten van de Regering is bevoegd voor de ambtenaren van de Dienst.

**Art. 27.** De Raad van beroep bevoegd voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering is bevoegd voor de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar.

**Art. 28.** Titel XIII is niet van toepassing.

**Art. 29.** De artikelen 121 en 134 zijn niet van toepassing.

**Art. 30.** In bijlage I worden de volgende wijzigingen aangebracht :

Littera « A. Ambtenaren-generaal » wordt door volgende littera vervangen :

« A. Ambtenaren-generaal

Rangen

15 Leidend ambtenaar

15 Adjunct-leidend ambtenaar ».

**HOOFDSTUK III.** — *Nadere regels voor de toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

**Art. 31.** In de tabel opgenomen in artikel 30 worden de meldingen « Secretaris-generaal 170/1 », « Administrateur-generaal 161/1 », « Directeur-generaal 160/1 » en « Adjunct-directeur-generaal 150/1 » vervangen door de meldingen « Leidend ambtenaar 150/1 » en « Adjunct-leidend ambtenaar 150 1 ».

**Art. 32.** De artikelen 31 en 31bis zijn niet van toepassing.

**HOOFDSTUK IV. — Andere nadere toepassingsregels**

**Art. 33.** In artikel 6, lid 1, van het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van in de wetgevende vergaderingen van de Staat en van de Gemeenschappen of de Gewesten erkende politieke groepen, respectievelijk ten behoeve van de voorzitters van die groepen, dient « in de Dienst » gelezen te worden in plaats van « in de betrokken thesaurie ».

**HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen**

**Art. 34.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op die van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 35.** De Minister van Begroting, Cultuur en Sport en de Minister van Jeugd, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor sociale promotie zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 oktober 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

R. COLLIGNON

De Minister van Jeugd, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor Sociale Promotie,

Y. YLIEFF